



PORTRAIT
Henri Guaino,
l'éclaireur
de Sarkozy



EXPOSITION
Les masques
de jade
des Mayas



EXCLUSIF
Bachelot :
"Pourquoi
j'arrête"

LE FIGARO

MAGAZINE

Samedi 28 janvier 2012

DALMAS/SIPA



50 ans après
Les
pieds-
noirs

La mémoire d'une déchirure
L'histoire d'une renaissance

Supplément - LE FIGARO N° 20992 du samedi 28 janvier 2012 - Commission paritaire n° 0416 C 83022 www.figaromagazine.fr

M 00134 - 128 - F: 4,50 €



Les PIENDS



EN COUVERTURE

NOIRS

En 1962, comme si un barrage s'était rompu, 700 000 Français d'Algérie déferlent sur la métropole. Drame national à leur arrivée, cet exode, vu avec cinquante ans de recul, a connu un épilogue heureux : la réussite de leur intégration.

PAR JEAN-MARC GONIN



30 mai 1962, un navire quitte le port d'Alger. Un dernier regard, une dernière photo : à la poupe du bateau, des centaines de passagers font leurs adieux définitifs à leur terre natale.

Partis à la hâte avec quelques

27 mai 1962. Séparation.
Un soldat a accompagné
la jeune femme jusqu'au port
d'Alger. En attendant
l'embarquement, le couple
tient une dernière conversation.

GAMMA

Mal partis : les pieds-noirs l'ont été dans tous les sens du terme. Mal partis de leur pays natal, qu'ils ont dû quitter à la hâte, une valise dans chaque main, laissant derrière eux tout ce qu'ils avaient bâti sur cette terre aride que leur imagination et leurs goûts simples avaient repeinte en pays de cocagne. Mal partis en France, sur le sol de cette mère patrie qui ne les attendait pas et n'avait guère envie de les accueillir. En 1962, quand ils ont débarqué à Marseille avec leurs bagages et quelques économies en poche, le nouveau départ s'annonçait mal. Et pourtant, une majorité d'entre eux, à force de courage et de tempérament, a réussi à se reconstruire une existence sur la rive nord de la Méditerranée. Mal partis mais, au bout du compte, bien arrivés.

Quelques lignes sur le terme pied-noir. En général, les Français d'Algérie ne l'aiment pas. On leur a collé cette étiquette au moment de l'exode. Ses origines sont contestées. Les uns affirment que le mot remonte aux soldats français débarqués en 1830 qui portaient des guêtres noires. Les autres pensent que le sobriquet vient des colons viticulteurs qui écrasaient le raisin en le piétinant et sortaient du pressoir les pieds noircis par le jus. Quelle



KEystone FRANCE

Juillet 1962. Alors qu'un jeune bénévole pousse son fauteuil roulant dans le débarcadère, une dame âgée éclate en sanglots en arrivant à Marseille.



COLLECTION BOURGEOIS/ILLUSTRATION

Paris, 23 mai 1962. Dans un centre d'accueil pour les rapatriés du boulevard Gouvion-Saint-Cyr, un policier et un fonctionnaire enregistrent des chefs de famille sur des listes de demande de logement et d'emploi.

valises, ils ont abandonné tous leurs biens

que soit son étymologie, l'expression va s'imposer en France et éclipser les autres.

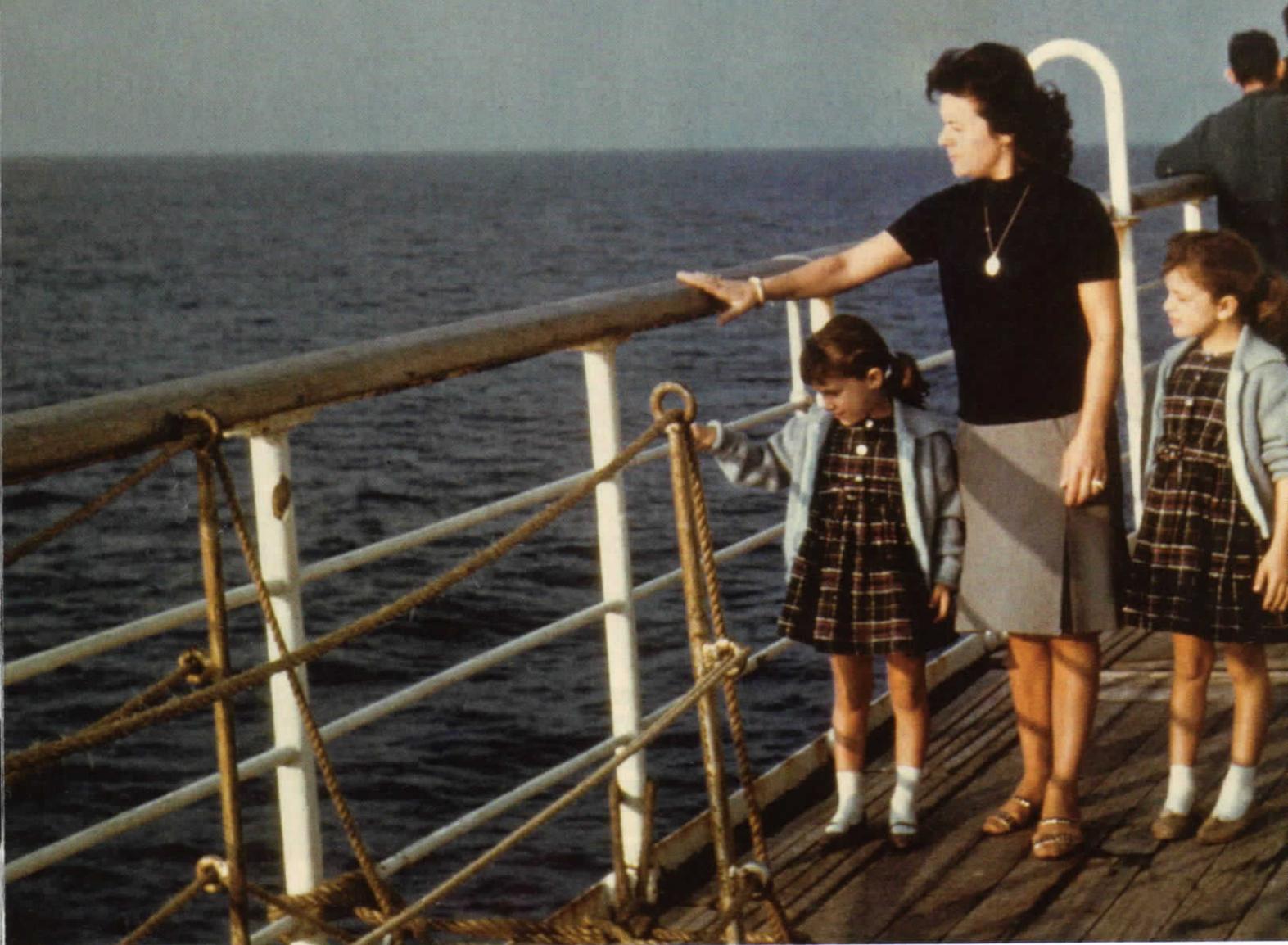
En 1962, au moment des accords d'Evian, la métropole les appelle déjà rapatriés. Un secrétariat d'Etat aux Rapatriés a été créé l'année précédente, confié à Robert Boulin. Dans la foulée, des décrets ont été publiés prévoyant l'accueil des Français d'Algérie ainsi que leur accès à des aides spécifiques. Mais ce dispositif, copié sur celui mis en place pour les Français du Maroc, de Tunisie et d'Indochine, va être totalement submergé.

Depuis la Toussaint 1954, cela fait plus de sept ans que l'Algérie vit dans la guerre. D'abord dans les campagnes puis dans les villes avec, pour ne citer que quelques épi-



KEystone FRANCE

20 juillet 1962. L'attente. Descendus du « Ville de Tunis » dans le port de Marseille, les rapatriés attendent un car pour la gare Saint-Charles afin de prendre un train vers une autre destination.



“On savait que sitôt partis la porte serait fra

... sodes, la bataille d'Alger, le terrorisme, les assassinats, sans oublier les fameuses nuits bleues où les explosions succèdent aux explosions. Quand des négociations secrètes, à l'initiative du général de Gaulle, aboutissent aux accords du 18 mars 1962 conduisant à un cessez-le-feu, prélude à l'indépendance, fureur et désespoir se mêlent dans le cœur des Européens d'Algérie. L'Organisation armée secrète (OAS), créée un an auparavant dans le but de maintenir l'Algérie française, redouble de violence. A Alger, l'armée impose un blocus au quartier (européen) de Bab el-Oued et en bombarde certains bâtiments. Des soldats français tirent sur d'autres Français rue d'Isly. Pour une immense majorité de pieds-noirs, ces combats fratricides, qui s'ajoutent aux exactions récurrentes du

Front de libération nationale (FLN), donnent le signal du départ. L'armée n'est plus là pour les défendre et ils refusent de rester dans un pays gouverné par leur ennemi FLN. Les massacres d'Oran (plusieurs milliers de victimes), perpétrés le 5 juillet, jour de la proclamation de l'indépendance, sans que la garnison française n'intervienne, emporteront les doutes de ceux qui hésitaient encore. C'est « la valise ou le cercueil ».

Certains pensent encore revenir pour un vrai déménagement

Entre mars et septembre 1962, villes et villages d'Algérie se vident de leur population européenne comme si un barrage s'était rompu. Des rotations incessantes de navires vers Marseille et Port-Vendres ainsi qu'une

noria d'avions déversent près de 700 000 rapatriés sur le sol de la métropole - 70 % de la population française d'Algérie. Rares sont ceux qui ont pu déménager. La plupart sont partis dès qu'ils ont décroché un passage maritime ou un billet d'avion. On a bourré les valises à la hâte et chaque membre de la famille en transporte une ou deux. Certains songent à revenir plus tard pour effectuer un déménagement en bonne et due forme. Mais beaucoup croient ce départ définitif. Dans son émouvant ouvrage *La Traversée*, l'écrivain Alain Vircondelet raconte : « On savait que sitôt partis, la porte serait fracturée et qu'une famille, peut-être déjà aux aguets, occuperait les lieux. » Ainsi, nombre de portes resteront ouvertes et des voitures abandonnées avec les clés sur le tableau de bord - d'autres, au



Le 16 octobre 1962, Mme Belen et ses deux filles âgées de 6 et 7 ans sur le bateau qui les transporte d'Oran à Marseille.

...turée”

contraire, incendieront leur véhicule plutôt que de le laisser aux « vainqueurs ».

Quand ils embarquent et jettent un dernier regard vers cette terre d'Algérie qui les a vus naître, ces rapatriés éprouvent le goût amer de la trahison. Le gouvernement, remâchent-ils, a précipité leur perte, détruit leur existence et bradé « leur » pays. Jetés sur les routes de l'exil, beaucoup espèrent trouver le réconfort en gagnant la « mère patrie ». C'est De Gaulle qui les a trahis, pas la France, veulent-ils croire pendant leur traversée sans retour. Du moins la France des livres d'histoire et des manuels de géographie. Car ce peuple d'artisans, d'employés, de commerçants, de fonctionnaires cher à Albert Camus n'a, dans sa majeure partie, jamais foulé le sol de l'Hexagone. Ceux qui l'ont visité n'y ont ...

Souvenirs effacés

En 1987, « Le Figaro » publiait un texte très personnel d'un de ses rédacteurs en chef qui avait quitté Alger en 1962. Nous publions à nouveau l'émouvant témoignage d'Antoine-Pierre Mariano, aujourd'hui retraité.

« Le beau bateau blanc attendait le long du quai. Il faisait chaud, très chaud. En avril, sur la côte méridionale de la Méditerranée, c'est déjà l'été. La chaleur m'était d'autant plus insupportable que je portais un gros manteau qui n'avait pas pu trouver place dans mes deux valises, pourtant bien lourdes. J'y avais mis mes vêtements les plus chauds pour « lâ-bas », quelques objets fétiches qui ne servent à rien et puis des livres, beaucoup de livres ; normal quand, au sortir de l'adolescence, on vient de faire connaissance avec les intégrales, Malaparte, Sartre, la géographie économique et Voltaire... et que l'on rêve à son avenir.

J'ai dû faire un gros effort de mémoire pour essayer de restituer ces souvenirs car la plupart d'entre eux sont presque effacés par le temps... Si, pourtant, je me souviens encore : j'avais faim. Faim parce que je n'avais rien pu avaler au déjeuner de midi ; et puis j'avais beaucoup fumé, tant mon énervement était grand. C'était plutôt une espèce d'an-



A bord du « Ville de Tunis », 20 juillet 1962. Assis sur des bagages, deux garçonnets passent la traversée dans les coursives bondées du bateau.

goisse qui se loge, telle une grosse boule, dans la gorge, qui donne la nausée et qui tord les tripes. Et puis tout s'était décidé en moins de vingt-quatre heures.

Negro, c'était le chat noir, avait fait les frais de cette agitation. Sortant de son habituelle indifférence, il m'avait regardé faire mes valises ; il avait senti que quelque chose de pas ordinaire se passait ; il avait voulu m'accompagner jusqu'au bas de l'escalier. Comme il se faufilait entre mes jambes, il avait finalement descendu en chute libre un demi-étage après un coup de pied magistral. Il n'y était pour rien mais cela avait dû me faire du bien.

A la gare maritime, il avait fallu faire la queue longtemps. Très vite, après un au revoir qui n'en fut pas un, je me retrouvai seul car ceux qui accompagnaient les candidats au départ n'étaient pas autorisés à franchir les grilles. On avait dû remplir des tas de papiers. Il fallait se frayer un passage au milieu des valises, des paquets et des cartons. L'attente et la bousculade avaient duré des

heures. Combien ? Je ne sais plus. Qu'importe aujourd'hui. Des enfants s'impatientaient ; une vieille dame vêtue de noir pleurait, assise sur un sac de jute. Un hurluberlu secouait ses chaussures pour ne pas emporter de poussière. Un autre avait ficelé sur son bagage une plaque d'immatriculation. Traits d'humour dérisoires ; personne, pourtant, n'avait le cœur à rire.

A bord, j'avais rencontré un condisciple ; à deux, on se sent plus fort. Nous avions pu nous loger sur un coin du pont, à l'abri du vent du large. Pour cette dernière croisière, il n'y avait plus de cabines disponibles et, de toute façon, elles étaient trop chères pour nous. Je retrouverai C... vingt ans plus tard, à Paris. Lorsque, enfin, nous appareillâmes, le soleil était déjà bas sur l'horizon ; un voile de brume grise enveloppait la Ville blanche. Cap au nord. C'était le 27 avril 1962. Il y a tout juste vingt-cinq ans. Avec des milliers d'autres, je partais pour l'exil. L'exil sur le sol de ma patrie.

ANTOINE-PIERRE MARIANO



La gauche les traite de colons

... souvent passé que quelques semaines de vacances et n'en ont donc rapporté que des souvenirs heureux.

Leur vision idyllique ne résistera pas aux premières heures passées sur les quais de Marseille ou dans les salles de débarquement d'Orly. Policiers suspicieux - l'Intérieur traque les hommes de l'OAS - et douaniers pincailleurs transforment les premiers instants en une attente interminable. Les rapatriés découvrent soudain une France marquée par la guerre d'Algérie, mais pas comme ils l'ont été eux-mêmes. Ces Français-là les accueillent souvent mal, parce que des dizaines de milliers d'appelés du contingent ont été envoyés dans les Aurès « à cause d'eux » ; parce que l'OAS a commis des attentats en métropole et qu'on les tient pour responsables ; et parce que des généraux ont organisé un putsch un an plus tôt contre la République. L'hostilité a été amplifiée par une certaine presse et par la propagande communiste, qui les présentent tous comme des « colons » : propriétaires latifundiaires exploitant de pauvres fellahs ou bourgeois nantis dont les Arabes ciraient les chaussures aux terrasses des cafés. En réalité, les trois quarts des Français d'Algérie avaient des revenus inférieurs de 20 % à ceux des métropolitains. Et les riches que le PC brocardait ne représentaient que... 3 % des pieds-noirs.

Un quart des biens débarqués ont été volés

Gaston Defferre, alors maire de Marseille, se place au premier rang du « comité d'accueil ». Supporter de l'indépendance, il n'éprouve pas de sympathie pour ces intrus qui débarquent par milliers chaque jour dans la cité phocéenne. Le 2 juillet 1962, dans une interview à *Paris-Presse*, il déclare : « *Au début, le Marseillais était ému par l'arrivée de ces pauvres gens, mais, bien vite, les pieds-noirs ont voulu faire comme ils le faisaient en Algérie quand ils donnaient des coups de pieds aux fesses des Arabes. Alors les Marseillais se sont rebiffés. Vous-même, regardez en ville : toutes les voitures immatriculées en Algérie sont en infraction !* » « *Halte au péril pied-noir* », peut-on lire sur des affiches pla-



A Saïda, une ville de l'Oranais, une famille de propriétaires terriens avec la bonne dans sa salle à manger, en 1958.

Le couscous sur le podium des plats favoris des Français

Sil fallait apporter la preuve par l'assiette que les pieds-noirs ont enrichi la société française, une étude publiée par TNS Sofres en octobre 2011 nous la fournit. Cette enquête classe le couscous au troisième rang des mets préférés des Français, derrière le magret de canard et les moules-frites. Le plat d'origine berbère recueille 19 % des suffrages, contre 21 % et 20 % pour les deux autres. Mieux : dans l'est de la France, le couscous est placé en tête (28 % des sondés) alors que la choucroute n'arrive qu'en deuxième place (citée par 22 % des per-

sonnes interrogées). Quand on se souvient des dizaines de milliers d'Alsaciens et de Lorrains qui ont peuplé l'Algérie, cette inclination a peut-être des raisons historiques. Mais les pieds-noirs n'ont pas apporté que ce plat de semoule. Beaucoup d'entre eux étaient originaires d'Espagne, notamment de Majorque et de la région de Valence. Pour les fêtes, ils se régalaient de riz au safran garni de viande : la fameuse paella. Et celle-ci est également arrivée en France autant grâce aux pieds-noirs qu'à l'immigration venue d'Espagne.

J.-M. G.

cardées sur les murs du port. Dans ce climat tendu, des pieds-noirs verront même leurs caisses jetées dans les bassins par des dockers CGT... L'historien Jean-Jacques Jordi estime que le quart des biens des rapatriés débarqués à Marseille ont été purement et simplement volés.

Le gouvernement n'est pas en reste. Le général de Gaulle observe cet exode avec inquiétude : il discrédite les accords d'Evian qui stipulaient des garanties pour les Français d'Algérie et rejette vers la métropole ses plus farouches détracteurs. Louis Joxe, ministre des Affaires algériennes, qui a mené les négoc-

iations avec le FLN, voit ces arrivées massives comme une catastrophe. Robert Boulin, secrétaire d'Etat aux Rapatriés, tente de minimiser l'événement. En Conseil des ministres, il explique que cet afflux cache un grand nombre de vacanciers qui retourneront en Algérie à la rentrée et que seulement 160 000 pieds-noirs sont partis pour de bon...

En fait, quelles qu'aient été les arrière-pensées politiques des uns ou des autres, l'afflux soudain de pieds-noirs prend le gouvernement et l'administration au dépourvu. Ni le secrétariat d'Etat, ni le ministère de l'Inté-

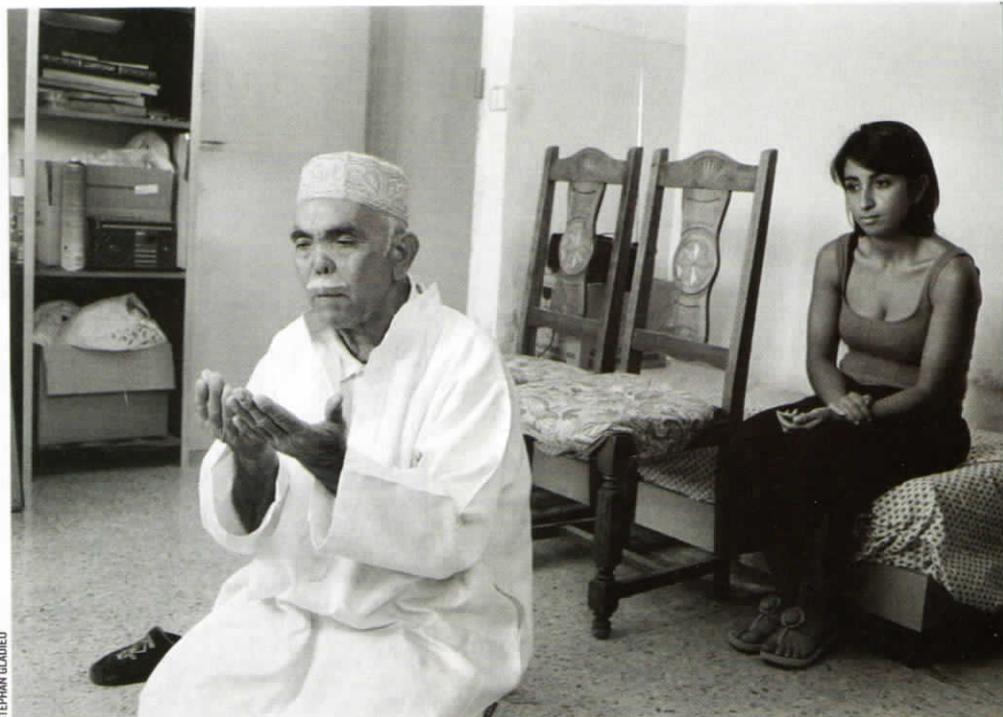
rieur, ni les préfectures ne sont prêts à y faire face. Le problème est énorme. Il faut loger, nourrir, scolariser des milliers de Français arrivés en six mois.

Les plus argentés, une minorité, possèdent une maison ou un appartement en métropole et peuvent s'y installer. Mais que faire des autres ? Quand ils ont encore des liens familiaux, les pieds-noirs campent chez des parents. Mais ces solutions de fortune, à cinq ou six dans une pièce, ne sont pas durables. Elles ne font que repousser le problème et grossir les rangs des mécontents. Quant à ceux qui n'ont pas de famille en France - c'est par exemple le cas des pieds-noirs d'origine espagnole ou des juifs séfarades -, ils n'ont rien.

La question du logement est la plus urgente. Hélas, en ce début des années 60, la France se débat déjà avec ce problème. Les dossiers des rapatriés vont donc épaissir le fichier des mal-logés et s'ajouter aux cohortes de demandeurs de HLM. A l'été 1962, on les héberge dans des internats, vides durant les vacances scolaires, dans des entrepôts désaffectés ou d'anciennes casernes, voire dans de petits hôtels sans confort réquisitionnés par les préfectures. La Croix-Rouge, le Secours catholique, la Cimade (protestante), le Fonds social juif déploient leurs bénévoles pour assister les pieds-noirs. Ces « solutions » relèvent toutes de l'expédient ou de la charité plutôt que du plan réfléchi et concerté. Longtemps encore, ils furent des milliers à occuper des logements insalubres en payant des loyers prohibitifs au regard de l'état des locaux. Il faudra des années pour régler le relogement des pieds-noirs en France. Le chercheur Yann Scioldo-Zürcher, auteur d'une étude détaillée sur l'intégration des rapatriés d'Algérie (*Devenir métropolitain*, éditions EHESS), souligne néanmoins que l'Etat a veillé à ce que les rapatriés n'échouent pas dans les bidonvilles, nombreux autour des grandes villes françaises de l'époque.

Attirés par le climat du midi de la France

L'objectif d'origine - veiller à éviter des concentrations trop importantes dans certaines régions de France - n'a pas été atteint. Le midi de la France, notamment le pourtour méditerranéen, concentre la majorité des pieds-noirs. Viennent ensuite la région parisienne, puis le Rhône et l'Isère. Une répartition géographique qui révèle deux tendances fortes. Premièrement, beaucoup de pieds-noirs ont privilégié le climat. N'oublions pas que cette population composite, mêlant ...



STEPHAN GAUDEU

Mon père, ce harki

Auteur d'un livre adapté à la télévision, Dalila Kerchouche raconte la souffrance et l'injustice du destin paternel

Dalila Kerchouche assise derrière son père harki alors qu'il effectue la prière dans sa maison du midi de la France. Elle éprouve une soif de justice pour ce qu'il a enduré.

« En ce début 2012, mon père garde son poste de télé-résolument éteint. Non par déni du réel, mais parce qu'il refuse que le flot des commémorations du cinquantenaire de la fin de la guerre d'Algérie ne ravive une douleur enfouie. « *Li fat mat* », me dit-il souvent. En arabe, cela signifie « le passé est mort ». Sagesse ou résignation ? Les deux, probablement, surtout quand on atteint l'âge canonique de 86 ans. C'est ainsi depuis un demi-siècle : il tente d'oublier, d'effacer, de rayer cette date funeste. Car pour les harkis, 1962 fut l'année de l'abandon, des massacres et de l'exil.

Mais ce que les mots de ce père stoïque, digne et pudique, ne disent pas, ses yeux me le racontent. Si sa moustache a blanchi, il garde ce regard de souffrance indicible qu'il avait à l'époque de la guerre d'Algérie. Jeune fellah des montages de l'Ouarsenis, dans l'ouest de l'Algérie, il s'était engagé comme harki en 1956 puis en 1959. Pour plusieurs raisons : d'abord mû par une tradition militaire familiale - mon grand-père et

ses trois frères étaient de ces « indigènes » qui avaient participé à libérer la France en 1944 -, il était aussi horrifié par la politique de terreur menée par le FLN pour rallier la population civile. Il a également cru aux promesses des gradés français qui l'avaient recruté en lui jurant : « *Jamais la France n'abandonnera les harkis.* » Et pourtant, début 1962, quelques semaines avant les accords d'Evian, il est désarmé et doit rentrer dans sa maison isolée où l'attendent ma mère et leurs cinq enfants, pour affronter seul les fellaghas, ses ennemis d'hier.

Très vite, les représailles de la population algérienne envers les harkis commencent, souvent perpétrées par les ralliés de la dernière heure. Cadavres dans les oueds, familles décimées, harkis ébouillantés, enterrés vivants, le visage enduit de miel dévoré par les insectes... Les mises à mort s'accompagnent d'humiliations et de tortures. Les cris parviennent aux soldats français, mais l'état-major consigne ses troupes dans les casernes par crainte de rallumer le

conflit. Louis Joxe, ministre chargé des Affaires algériennes, interdit le rapatriement des supplétifs, « *qui seront renvoyés en Algérie* ».

En Algérie, ma famille n'avait aucune chance d'échapper à la mort. Au début de l'été 1962, point d'orgue des massacres - Pierre Vidal-Naquet et Jean Lacouture évoquent entre 55 000 et 75 000 morts -, mon père réussit à convaincre un officier de les embarquer clandestinement à bord d'un cargo. Mais lorsqu'ils débarquent à Marseille, nouvelle déception : des trains de nuit les convoient dans le Massif central, vers des camps insalubres en pleine forêt. Ils y resteront douze ans, car jugés « *inadaptables* » à la société française. C'est dans l'un de ces camps cernés de barbelés que je suis née, en 1973. Pourtant, mon père, à l'instar de la majorité des harkis, ne m'a transmis aucune haine envers la France. Juste une farouche et légitime soif de justice. Voilà pourquoi l'histoire des harkis, tragique et noble à la fois, gagne à être racontée. Surtout en 2012.

DALILA KERCHOUCHE



Une France en pleine mutation

... Français, Espagnols, Maltais, Italiens, Grecs, Séfarades, représentait une sorte de concentré de Méditerranée qui n'avait que peu, ou pas du tout, de racines en France.

D'où l'envie de s'établir près de la « grande bleue » ou, en tout cas, d'éviter les hivers trop rudes. Deuxièmement, les zones de forte expansion ont accueilli de nombreux pieds-noirs. Le constat est vrai pour l'Ile-de-France et la région Rhône-Alpes. Mais il l'est aussi pour les grandes villes du Midi : Marseille, Nice, Montpellier, Perpignan, Toulon. L'arrivée des pieds-noirs a correspondu avec le moment fort des Trente Glorieuses, marqué par une croissance annuelle supérieure à 6 % jusqu'en 1965. Ils y prirent leur part.

Dans l'agriculture, une réussite moins harmonieuse

Il est bien entendu très difficile de mesurer la réussite spécifique de la population rapatriée une fois installée sur le territoire de la métropole. A leur arrivée, l'économie française en général et le marché de l'emploi en particulier n'avaient pas forcément besoin d'eux. Artisans, petits commerçants, modestes employés, agriculteurs, ils faisaient irruption dans une France en pleine mutation : exode rural, industrialisation, avènement des grandes surfaces commerciales.

Au départ, les autorités ont attribué des aides aux indépendants pour qu'ils se réinstallent tout en octroyant des surprimes, substantielles, à ceux qui optaient pour un emploi salarié. La *rabbia*, ce mot italien utilisé



PHOTOS : IONESCO/GRAPHO

à Bab el-Oued qui signifie rage, animait-elle les rapatriés à leur arrivée ? En tout cas, ces Français qui avaient tout perdu ont tracé leur chemin en créant des PME, notamment dans le bâtiment, dans la confection et dans les services. Dans les professions libérales, médecins, vétérinaires, dentistes, avocats, notaires, les réussites sont patentées. Dans le monde agricole, le tableau est moins harmonieux. A côté de grands succès, notamment en Corse avec la viticulture et les agrumes ou sur la Côte d'Azur avec les pépiniéristes, on déplore de nombreux échecs. Les pieds-noirs, parfois incités par les pouvoirs publics ou les chambres d'agriculture, ont repris des exploitations abandonnées par des paysans qui avaient gagné la ville. Payées au prix fort, les terres n'ont pas produit les revenus attendus et ont plongé leurs acquéreurs dans les difficultés, voire la faillite.

Les fonctionnaires sont un cas particulier. Les administrations les ont intégrés, parfois avec quelques retards dans la carrière, et les agents des organismes locaux ont fini par être réaffectés au sein de services publics en France. Exemple célèbre dont beaucoup de lycéens des années 60 se souviendront : les



En haut : à Alger en 1958, des jeunes se tiennent à la porte d'un café de la ville européenne. Dans « L'Été », Albert Camus raconte le plaisir de s'attabler pour regarder passer les jeunes femmes. En bas : en 1958, un viticulteur de la région de Médéa, au sud d'Alger, dirige ses ouvriers agricoles.

infirmières des hôpitaux d'Algérie que l'on réorienta vers la médecine scolaire.

N'oublions pas la musique, le cinéma et le show-business où les réussites sont légion. C'est vrai pour les Séfarades qui dominent la comédie, au grand dam de certains qui se sentent caricaturés par leur genre d'humour.

Mal partis et finalement bien arrivés, les rapatriés auront quand même obtenu de réelles compensations de la République – ce que certains ont semblé oublier. En 1970, le Sénat chiffrait à 26 milliards de francs le total des aides et allocations. Quant aux indemnités au titre des lois de 1970, 1974 et 1978, elles se montent à près de 29 milliards de francs. Des sommes obtenues de haute lutte, bien après que le Général eut quitté le pouvoir, notamment sous Giscard. Au bout du compte, les pieds-noirs n'ont pas « tout » perdu. La France, quant à elle, a gagné des citoyens qui ne demandaient qu'à s'intégrer. C'est une réussite. ■ JEAN-MARC GONIN

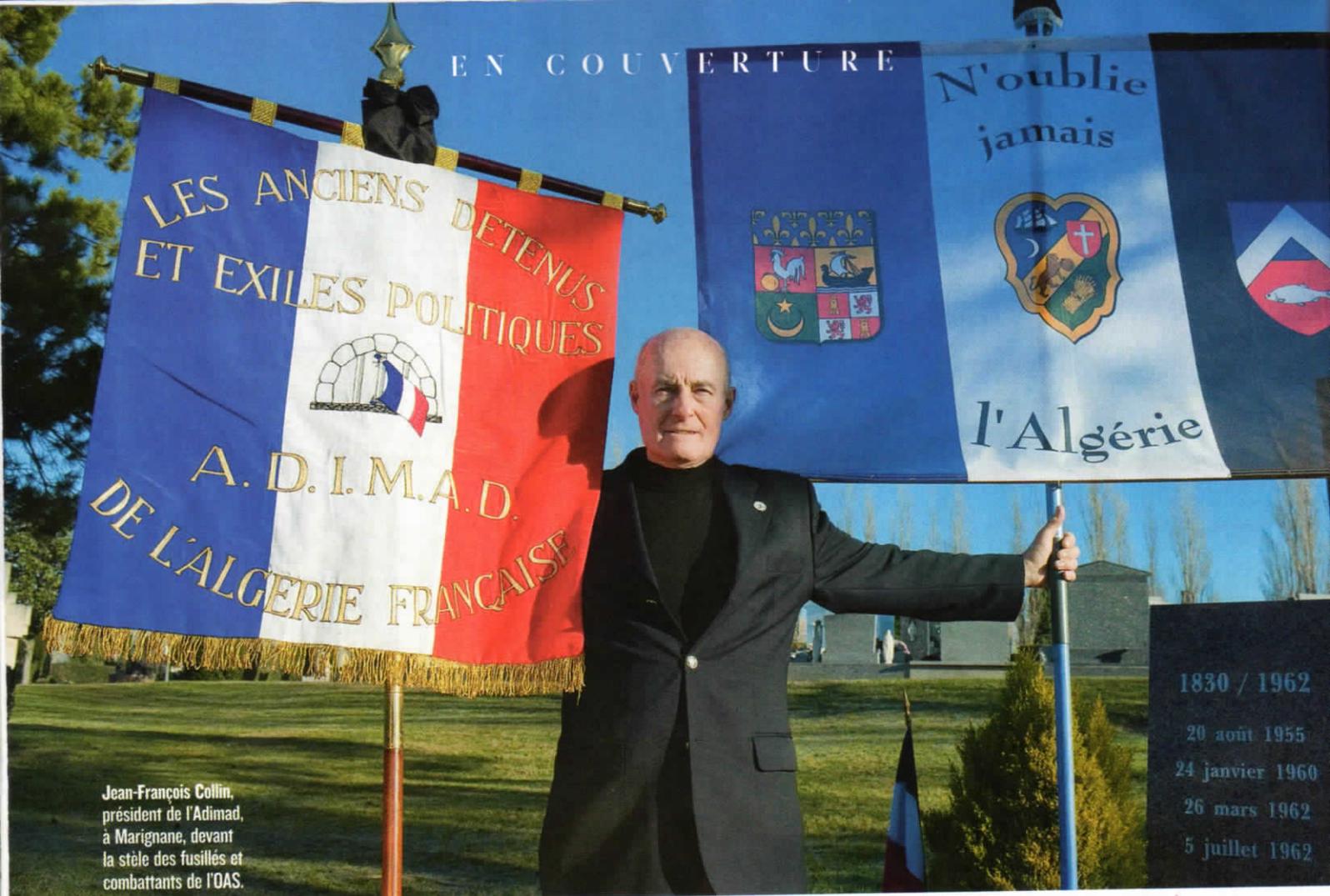
Des mots «rapatriés»

Des mots du parler « de Babel-Oued », cette langue qui mélangeait le français, l'arabe, l'espagnol, voire l'italien ou le maltais, ont eux aussi traversé la Méditerranée. Quelques exemples :

Bakchich : pourboire
Baraka : chance
Barda : charge
Bézet : beaucoup
Bled : village
Caïd : chef
Chaouch : homme à tout faire
Chiche : capable (exprime le défi)
Clebs : chien
Fissa : vite

Flouze : argent
Gourbi : taudis
Guitoune : tente
Kif-kif : pareil
Maboul : fou
Macache : pas question
Oualou : rien du tout
Scoumoune : poisse
Smala : famille nombreuse
Souk : désordre
Tchatche : bagou
Toubib : médecin

J.-M. G.



Jean-François Collin, président de l'Adimad, à Marignane, devant la stèle des fusillés et combattants de l'OAS.

“Pour nous, la cicatrice ne

Ils n'oublieront jamais l'année 1962 et son cortège d'horreurs. Une blessure qui ne s'est jamais totalement refermée.

PAR JEAN-LOUIS TREMBLAIS (TEXTE) ET PATRICK WALLET (PHOTOS)

La scène se passe le jeudi 15 décembre 2011 dans un restaurant d'Aix-en-Provence. Le lieu n'est pas choisi au hasard : c'est dans le sud de la France que la majorité des rapatriés d'Algérie ont échoué en 1962, avec une valise pour tout bagage. Souvent, ils y sont restés. Non loin de cette Méditerranée qu'ils ont dû traverser à la hâte, dans le chaos et les larmes. Aujourd'hui, ils sont une dizaine d'hommes et de femmes venus parler – à notre demande – de cette année fatale.

Pour le Français lambda, 1962, c'est de l'histoire ancienne. Mais pour eux, c'est encore hier, tant ce qu'ils ont vécu les a marqués. Dans leur chair et dans leur âme. « Une cicatrice qui ne s'est jamais refermée », nous avait prévenus Jean-Paul Sellès, organisateur de la rencontre. Et le besoin d'en parler, car, avait-il ajouté, « les médias refusent de nous entendre, ou alors, tronquent la réalité. Nous som-

mes les victimes mais on nous fait passer pour les coupables ». De fait, le déjeuner commence dans le brouhaha. Un flot de paroles nous submerge. Chacun a son histoire, toujours édifiante, qui jaillit spontanément et parfois confusément. Un trop-plein d'émotion. A tel point qu'il faut mettre un peu d'ordre dans le débat.

C'est Jean-François Collin qui s'en charge et fait en sorte que les participants se présentent un à un. Ex-officier parachutiste, ayant déserté pour rejoindre l'OAS, arrêté en 1962 et emprisonné jusqu'en 1967, il préside l'Association amicale pour la défense des intérêts moraux et matériels des anciens détenus et exilés politiques de l'Algérie française (Adimad). Son association a pour objectif de « défendre la mémoire des héros de l'Algérie française assassinés par le pouvoir gaulliste ». Posément mais fermement, il explique le bras de fer juridique engagé avec les autorités pour ériger des stèles en l'hon-

neur des fusillés et combattants de l'OAS dans plusieurs communes (Marignane, Perpignan, Théoule-sur-Mer). « En Algérie, nos cimetières ont été profanés, explique-t-il. En France, on célèbre la date du 19 mars 1962 (les accords d'Evian, ndr), ce qui est un scandale. Cela revient à chanter les louanges du FLN. La preuve, c'est que l'Algérie elle-même édite un timbre du 19 mars intitulé “Fête de la Victoire”. Quelle honte ! Nous, ce qu'on souhaite, c'est de la reconnaissance pour ce qui fut un juste combat. »

La fusillade de la rue d'Isly et le massacre d'Oran

A ses côtés, trois autres anciens de l'OAS, Robert Saucourt, Fred Artz et Guy Pujante racontent ensuite pourquoi et comment ils ont intégré l'organisation clandestine, « la seule structure qui protégeait les pieds-noirs, lâchés par la République française et littéralement jetés aux mains des terroristes du FLN ». Pour illustrer leur propos, ils reviennent longuement sur deux événements occultés ou censurés dans l'histoire de la V^e République : la fusillade de la rue d'Isly, le 26 mars 1962, et le massacre d'Oran, le 5 juillet 1962.

Le 26 mars 1962, la population européenne d'Alger, à l'appel de l'OAS mais sans armes,

La mère de Françoise Mesquida a été tuée par l'armée française pendant la fusillade de la rue d'Isly, à Alger, le 26 mars 1962. Elle a quitté l'Algérie peu après.



s'est jamais refermée”



Viviane Pinto Ezagouri a perdu son père lors du massacre d'Oran, le 5 juillet 1962. Egorgé et jeté dans un four, selon le rapport de la Croix-Rouge.

Robert Saucourt a personnellement assisté à la fusillade de la rue d'Isly, le 26 mars 1962 : « C'était un acte prémédité, pas une bavure. »



Guy Pujante, écrivain et historien, a intégré l'OAS parce que « c'était la seule structure qui protégeait les pieds-noirs, lâchés par la France et jetés aux mains du FLN ».

manifestait son soutien aux habitants de Bab el-Oued, quartier pied-noir subissant un blocus de l'armée depuis quatre jours (avec bombardement de l'aviation). Prise dans une nasse du côté de la rue d'Isly, la foule fut mitraillée sans sommation, et pendant douze minutes ininterrompues, par les tireurs musulmans de l'armée française chargés d'encadrer le rassemblement. « Sur ordre du délégué général du gouvernement », précise Guy Pujante. Bilan officiel : 46 morts et 150 blessés. « Sans doute beaucoup plus », estime Françoise Mesquida, jeune fille à l'époque, qui a une raison particulière d'évoquer cette maudite journée. Ainsi qu'elle l'a raconté dans un livre, le matin, elle a vu partir ses parents dans le cortège. Sa mère n'est jamais revenue, tuée de deux balles : « C'est notre père qui nous a appris l'atroce nouvelle : "Ils ont tué votre maman !" La dernière image que j'ai d'elle, c'est une photo prise à la morgue. »

Pudique, elle n'en dit pas plus et invite son amie Viviane Pinto Ezagouri à témoigner sur le massacre d'Oran. Le 5 juillet 1962, date choisie par le FLN pour proclamer l'indépendance, un pogrom anti-européen y eut lieu sans que le général Katz (qui commandait pourtant à 20 000 soldats français dans

la ville) intervienne pour arrêter le massacre. Probablement entre 3 000 et 5 000 morts ou disparus. Dont le père de Viviane, qui s'en est elle-même sortie de justesse (grâce à l'intervention d'un fellaga de son quartier !) : « Papa a été enlevé et jamais retrouvé. Malgré toutes nos demandes, on a ignoré ce qui lui était arrivé pendant quarante ans. Il a fallu attendre l'ouverture des archives du ministère des Affaires étrangères, en 2004, pour que je sois fixée. On m'a donné un rapport de la Croix-Rouge datant de 1963 qui mentionne : "Probablement égorgé, cadavre jeté dans le four d'un bain maure." Quarante ans d'incertitude et de silence ! » Et Viviane de conclure, en réprimant des sanglots : « Les enlèvements et disparitions d'Européens entre mars et juillet 1962 (3 781 noms dans la liste des Affaires étrangères de 2004, ndlr) restent un sujet tabou de la guerre d'Algérie. » Comme bien d'autres... ■ J.-L.T.

Pour en savoir plus :

A la porte de l'oued, de Françoise Mesquida, L'Harmattan, 10 juin 1960. *La paix sabordée. De Gaulle et l'Algérie*, de Guy Pujante, Dualpha.

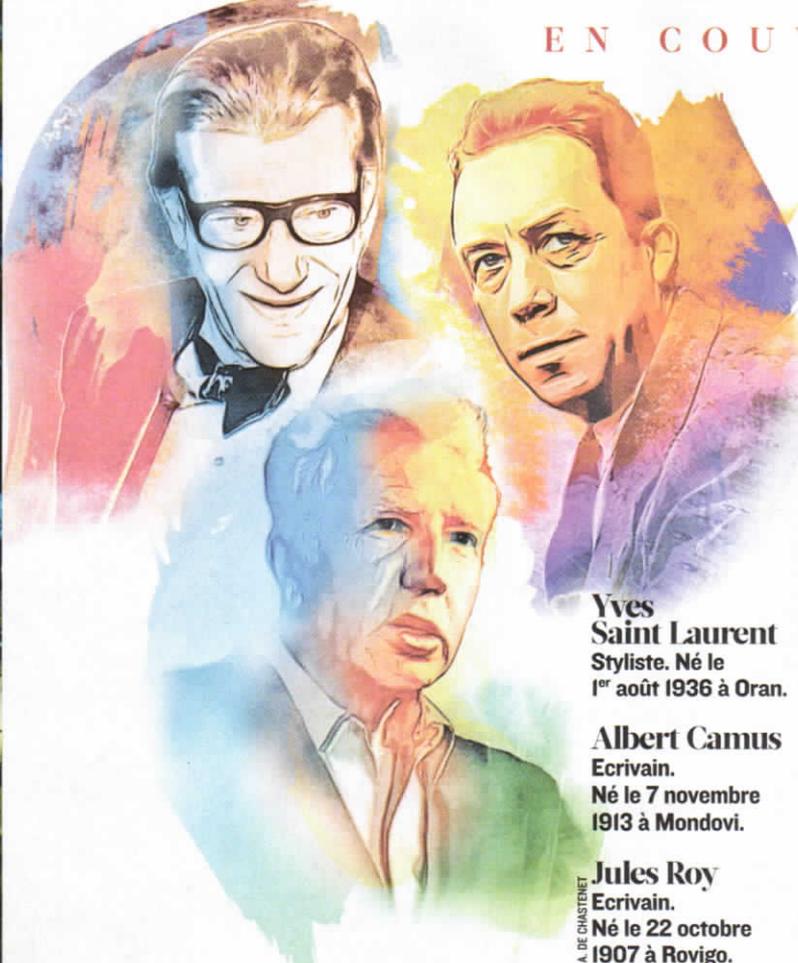
Un silence d'Etat. Les disparus civils européens de la guerre d'Algérie, de Jean-Jacques Jordi, Soteca-Belin.

La Valise ou le cercueil. Un documentaire de Charly Cassan et Marie Havenel, Reportage 34.

Ils ont réussi

Leurs aînés s'appelaient Albert Camus, Jules Roy ou Yves Saint Laurent. Eux n'étaient que des enfants, parfois des adolescents, lors du départ d'Algérie. Trop jeunes pour la nostalgie mais marqués à jamais. Une fois en métropole, ils ont travaillé dur et se sont fait un nom. Voici quelques visages de cette dernière génération née sur le sol de l'Algérie française.

PAR SOPHIE ROUELLE



Yves Saint Laurent
Styliste. Né le 1^{er} août 1936 à Oran.

Albert Camus
Ecrivain. Né le 7 novembre 1913 à Mondovi.

Jules Roy
Ecrivain. Né le 22 octobre 1907 à Rovigo.

Philippe Raoux

Vigneron, négociant à Bordeaux.

« Je suis né à Oran en 1953. Neuf ans plus tard, j'embarquais sur le *Ville de Bordeaux*, à destination de Marseille, en laissant Santa Cruz, la Vierge protégeant Oran, derrière moi. J'ai un souvenir précis de cet instant. Une femme m'a dit :

« *Garde bien cette image car tu ne reverras plus Santa Cruz.* » Ces événements ont fait de moi un Français pas comme les autres. J'ai vécu dans une nostalgie douce en entretenant le souvenir heureux d'une Algérie paisible, même si les deux dernières années

ont été dures. Mon grand-père a été assassiné alors que ma famille était arrivée au début du XIX^e. Nous sommes devenus des déracinés avec une certaine acrimonie contre la France et de Gaulle. Nous étions désireux de retrouver la chaleur, le mélange culturel et l'ambition de

construire un pays neuf que nous avions là-bas. En 2004, je suis retourné en Algérie. J'ai revu les vignes de mon grand-père, abandonnées. J'ai réglé ses congés payés à un de ses anciens ouvriers qui me les réclamait ! J'ai réalisé que mon histoire d'amour avec l'Algérie est intacte. »



R. ESCHERLE FIGARO MAGAZINE

Julien Dray

Député PS de l'Essonne. Né le 5 mars 1955 à Oran.

« Nous sommes arrivés en 1965, j'avais 10 ans. Mon père était directeur d'école et ma mère institutrice. C'était des gens de gauche qui avaient cru dans la révolution algérienne, dans une société multiculturelle, multiethnique... Ils se sont vite rendu compte que ce n'était pas tenable. Nous nous sommes installés en région parisienne et ça a été très dur. Plus dur sans doute que pour ceux qui se sont installés dans le Sud à cause du climat et des conditions de vie. Certains n'ont pas supporté : j'ai perdu rapidement ma grand-mère et deux de mes oncles. On vivait à quatre dans 17 mètre carrés. A l'école, on n'était pas bien vus : on se moquait de notre accent, on était regardés de travers, on était des pieds-noirs, donc forcément riches alors qu'on n'avait rien. Ça a duré deux ans. Après ça s'est tassé, on a été un peu oubliés. Il faut dire qu'on a pris sur nous, on ne l'a pas ramené. Etre pied-noir, ce sont des souvenirs, des racines, une histoire. Je ne dirais pas que ça m'a construit mais ça existe. De plus en plus en vieillissant. »



BERTRAND ROTORVILLE FIGARO



Maxime Bono
Député PS, maire de La Rochelle. Né le 1^{er} novembre 1947 à Alger.

J.-C. MARIMBALE FIGARO



Bernard-Henri Lévy
Philosophe, écrivain. Né le 5 novembre 1948 à Béni Saf.

KAI-JUENMANN/FIGAROPHOTO



Jacques Attali
Essayiste, romancier. **Bernard Attali**
Financier. Nés le 1^{er} novembre 1943 à Alger.

J.-C. MARIMBALE FIGARO



Benjamin Stora
Historien. Né le 2 décembre 1950 à Constantine.

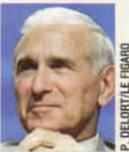
P. DELORT/LE FIGARO

Martine Lignières-Cassou
Député PS, maire de Pau. Née le 22 février 1952 à Alger.



SYLVESTRE / MAXPPP

Paul Quilès
Ancien ministre. Né le 27 janvier 1942 à St-Denis-du-Sig.



P. DELORT/LE FIGARO

Jean-Paul Enthoven
Editeur, philosophe. Né le 11 janvier 1949 à Mascara.

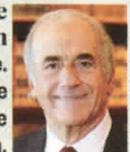


C. BELLAÏCHE/MADAME FIGARO

Robert Ménard
Journaliste. Né le 6 juillet 1953 à Oran.



Jean-Pierre Elkabbach
Journaliste. Né le 29 septembre 1937 à Oran.



J.-C. MARIMBALE FIGARO

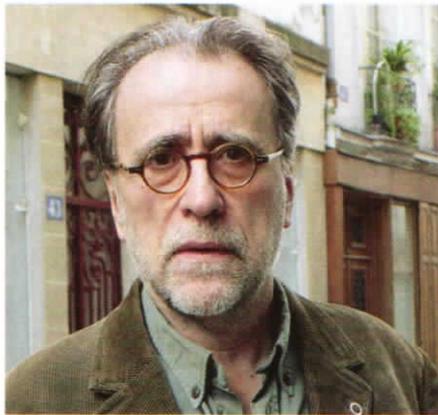
Et aussi : l'ancien ministre Georges Chavanes, les députés UMP Didier Gonzales et Jean-Marc Roubaud. Alain Afflelou, Bernard Krief, Jacques Ribourel, Evelyne Baylet. P.

ils se souviennent...

Jean-Jacques Gonzales

Editeur, écrivain, spécialiste de Camus.
Né à Oran en 1951.

“ Je suis d'origine espagnole par mon père et italienne par ma mère. J'avais 11 ans quand je suis arrivé en métropole. Pour moi, et sans doute pour ceux de ma génération, le souvenir essentiel de cette période d'enfance en Algérie, c'est la guerre. A Oran, elle est arrivée vers 1958-1959. J'ai vécu enfant quatre années de violence extrême, surtout la dernière. J'ai enjambé des cadavres, vu des gens tirer dans la rue,



des attentats, le sang couler... Ce sont des événements constitutifs d'une vie. Ça vous aide à surmonter certaines difficultés de l'existence. Etre pied-noir, c'est vivre un double exil. Là-bas, en Algérie, on ne rêvait que de la France et lorsque nous y sommes arrivés, chassés par la guerre, nous avons réalisé que ce n'était pas notre pays non plus. Encore aujourd'hui, le fait de ne pas avoir vraiment de terre originaire, cette question du pays impossible, donne de la distance et une certaine liberté. De la force aussi. ”

Hervé Mariton

Député UMP de la Drôme.
Né à Alger le 5 novembre 1958.

“ Ma mère était d'une famille pied-noir de l'Oranais et mon père était venu s'installer en Algérie où ils se sont rencontrés. J'avais 3 ans quand nous sommes partis en 1962. Etre pied-noir, c'est une identité, une fierté, un regard particulier sur l'histoire et la politique. Même si j'étais très jeune quand nous sommes partis, cela fait partie de mon histoire et c'est certainement à la source de mon engagement politique. Toute mon enfance a été bercée de ces discussions sur l'Algérie, où je suis retourné une fois, pour accompagner mes parents. Quand l'Histoire fait irruption dans votre vie et celle de votre famille, quand vous la subissez, vous avez à votre tour envie de l'écrire. Je me suis engagé au Parti républicain, donc à l'UDF. Aujourd'hui, je suis à l'UMP. Je ne me suis jamais senti gaulliste même si j'ai du respect pour la personne du Général. ”

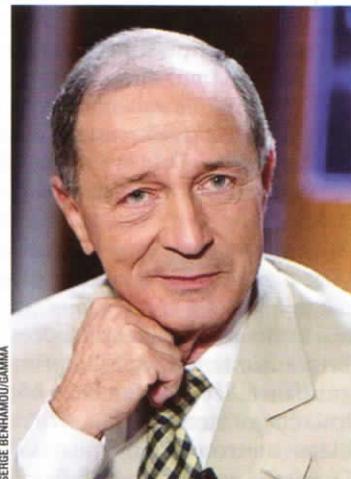


J.-C. MARMARALE FIGARO

Jean Montaldo

Journaliste.
Né à Teniet-el-Haad.
le 6 septembre 1941.

“ Je suis parti le 19 juin 1962 avec pour seul bagage ma brosse à dents. J'allais avoir 21 ans et j'étais déjà journaliste à *L'Echo d'Alger*. Ma famille était en Algérie depuis cent trente ans et mon père était une figure politique importante : sénateur, maire... Il était pour l'Algérie française mais c'était un libéral, plutôt un homme de gauche. Sur le bateau, en quittant Alger, je me suis juré de ne jamais m'engager en politique et de toujours combattre pour le triomphe de la vérité. Le plus choquant dans notre histoire, ce sont les mensonges et les calomnies qui ont été utilisés contre nous pour nous faire partir. C'est une blessure immense pour nous qui avions un amour profond de la France. ”



SERGE BENHAMOU/GAMMA

Aujourd'hui, je n'ai pas de rancœur. Il reste bien sûr des souvenirs, une fierté pour ce que nous avons accompli là-bas, mais aussi une immense tristesse silencieuse car nous n'avons pas su – et c'est encore le cas aujourd'hui – nous faire entendre. Je me sens comme un exilé de l'intérieur. ”



Alexandre Arcady
Réalisateur.
Né le 17 mars 1947 à Alger.



Nicole Garcia
Comédienne, réalisatrice.
Née le 22 avril 1946 à Oran.



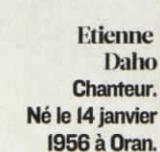
Jean-Pierre Bacri
Comédien.
Né le 24 mai 1951 à Castiglione.



Patrick Bruel
Comédien, chanteur.
Né le 14 mai 1959 à Tlemcen.



Louis Bertignac
Chanteur.
Né le 23 février 1954 à Oran.



Etienne Daho
Chanteur.
Né le 14 janvier 1956 à Oran.



Didier Bourdon
Comédien.
Né le 23 janvier 1959 à Alger.



Alain Chabat
Comédien.
Né le 24 novembre 1958 à Oran.



Patrick Timsit
Comédien.
Né le 15 juillet 1959 à Alger.



Julie Pietri
Chanteuse.
Née le 1^{er} mai 1957 à Alger.



ar, Georges-Marc Benamou, Pierre Bénichou, Hélène Cixous, Claude et Gilles Cohen-Tanoudji. Guy Bedos, Robert Castel, Françoise Fabian, Marthe Villalonga.

Ceux qui ont choisi de rester là-bas

Ils ne sont plus que cinq cents, sur le million de pieds-noirs présents en Algérie avant l'indépendance, à continuer de vivre sur leur terre natale. Entre Alger et Oran, « Le Figaro Magazine » est allé à la rencontre de cinq d'entre eux.

DE NOS ENVOYÉS SPÉCIAUX **SÉBASTIEN LAPAQUE** (TEXTE)
ET FAROUK BATICHE/AFP (PHOTOS)

Un cinéaste en repérage pour un film ayant pour cadre l'Algérie des années 50 aurait intérêt à faire étape à Blida, capitale de la Mitidja. Toutes les villes d'Algérie ont aujourd'hui leur place du 1^{er}-Novembre, mais peu de ces places ont aussi vaillamment résisté aux outrages du temps que celle de la Ville des roses. Maisons coloniales, arcades, kiosque à musique, mûriers aux troncs peints en blanc : le décor est prêt. En poussant la porte de l'Imprimerie Mauguin, installée dans un beau bâtiment de trois étages aux murs jaunes et aux volets bleus, on trouvera même des figurants. Dans cette maison familiale fondée en 1857, 54 employés perpétuent l'amour de l'encre, du papier, des livres et du travail bien fait sur de vieilles machines, avec une splendide indifférence aux intérêts du temps. A la tête de ce phalanstère de typographes algériens, une femme étonnante, née à Alger en 1946 dans une famille de la bourgeoisie coloniale, rapatriée en France avec sa mère, ses cinq frères et sœurs et quelques centaines de milliers de pieds-noirs au cours de l'été 1962, et revenue vivre sur sa terre natale en janvier 1993.

« En 1962, lorsque j'ai pris le bateau pour quitter l'Algérie, j'ai pensé que je baissais définitivement le rideau », explique aujourd'hui Chantal Lefèvre dans son bureau à l'ancienne qui ferait lui aussi un excellent décor de cinéma pour un film en costumes d'époque. « J'ai sangloté pendant toute la traversée. Mais l'Algérie est lentement remontée en moi. Peu à peu, j'ai ressenti le besoin de revenir. Après l'assassinat de Mohamed Boudiaf (président de la République tué par un officier de la direction du renseignement et de la sécurité en 1992,

ndlr), l'Algérie m'a prise aux tripes. Je l'ai quittée dans un moment difficile, je suis revenue dans un autre moment difficile. »

Au cœur de la décennie noire opposant le gouvernement algérien aux islamistes armés, Chantal Lefèvre a ainsi relancé l'Imprimerie Mauguin, sur le déclin depuis la mort de ses cousins Alexandre et Marie-Thérèse Bullinger à la fin des années 90. Si toutes les histoires familiales sont compliquées, celle de Chantal Lefèvre l'est un peu plus que d'autres. La directrice de l'Imprimerie Mauguin est en effet la fille du Dr Bernard Lefèvre, membre du comité de salut public d'Alger en mai 1958 et acteur du putsch des généraux en avril 1961 – ce qui lui a valu deux mois de prison à la Santé. Chantal Lefèvre ne veut rien cacher, mais on sent qu'elle n'a pas envie de s'attarder sur ces histoires. « A chacun son parcours qui lui permet de démontrer ce qu'il est, tranche-t-elle. Mon père est d'ailleurs revenu en Algérie plusieurs fois sans aucun problème. Mais je ne vis pas dans le passé. Ce qui m'intéresse, c'est le présent de l'Algérie. »

Des « pieds-rouges » aux passeports verts, l'incroyable diversité des itinéraires

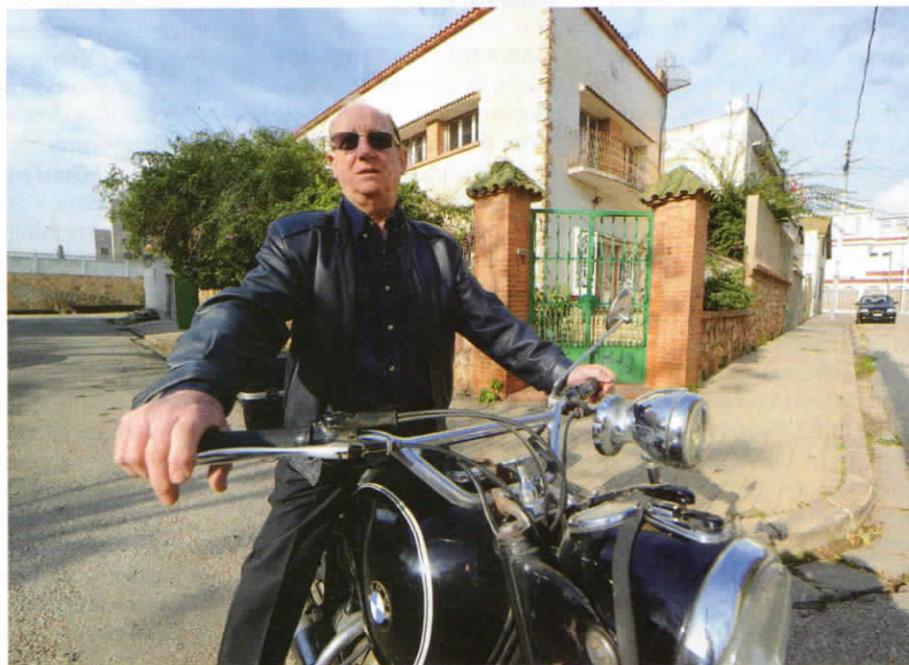
Cinquante ans après la révolution algérienne, Chantal Lefèvre fait donc partie des 500 pieds-noirs qui seraient restés ou revenus sur leur terre natale. Ils étaient 1 million avant l'indépendance – dont 130 000 Juifs français dont les aïeux habitaient l'Algérie depuis des siècles –, un peu plus de 200 000 à la fin de l'année 1962, 100 000 en 1964, 50 000 au début des années 70 et quelques milliers au début des années 90. Cette qualification de pieds-noirs peut d'ailleurs être discutée. Certains l'accep-





tent, d'autres non. Dans les premières années de l'Algérie nouvelle, il fut brièvement question de « pieds-verts » à propos de ces hommes et de ces femmes. Et l'on nommait « pieds-rouges » ceux qui les avaient rejoints pour bâtir une Algérie laïque et socialiste.

Aujourd'hui, ces distinctions sont oubliées. Qu'ils bénéficient ou non d'un passeport vert, les Français restés au sud de la Méditerranée après 1962 se considèrent généralement comme des Algériens et sont considérés comme tels par leurs voisins. « On dit que je suis algérien et c'est vrai que je le suis, même si je ne parle pas arabe », explique le père Jean-Pierre Henry, prêtre du diocèse d'Alger originaire d'Oran, toujours attaché à la terre où sont nés trois de ses grands-parents. « Je ne suis française que de passeport », observe de son côté Germaine Ripoll, qui tient avec son fils Pierre Gluszkow le restaurant La Germainerie, place du 1^{er}-Novembre à Arzew. « Et encore. Mon passeport français est périmé depuis des années et je ne l'ai jamais renouvelé. Cela fait trente ans que je n'ai pas mis les pieds en France et je n'y remettrai jamais les pieds. Ma place est réservée au cimetière chrétien d'Arzew, dans une tombe avec vue sur la mer où je rejoindrai mes parents et mon frère tué à la guerre en 1943. » Marié à une Algérienne, père de quatre enfants algériens, son fils, né à Arzew en 1956, attache plus d'importance à cette question. « Je n'ai pas encore demandé la nationalité algérienne, mais je vais le faire. ...



Germaine Ripoll et son fils (en haut) qui tiennent tous deux le restaurant La Germainerie à Arzew. Germaine a décidé de ne jamais rentrer en France.

Chantal Lefèvre (à gauche) continue de diriger l'Imprimerie Mauguin. Une entreprise familiale fondée en 1857. Rapatriée en 1962, elle est revenue en 1993.

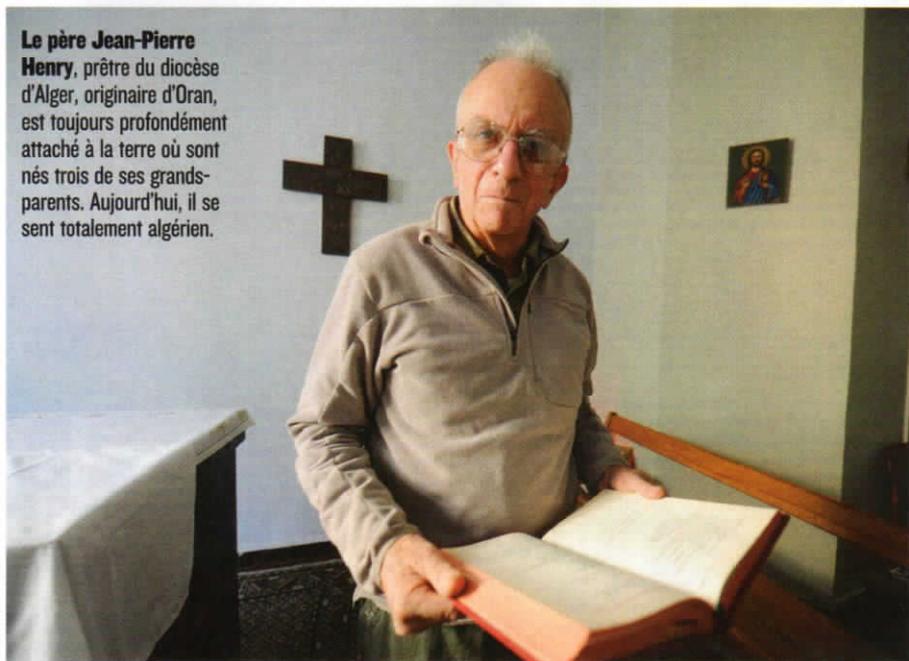
Guy Bonifacio (à droite) Ce comptable, né en février 1940, à Oran, se considère davantage comme un Français résidant à l'étranger que comme un Algérien.

Avec ou sans passeport, je me sens algérien

... Pour ma femme et pour mes enfants. Mais aussi parce que ce n'est pas toujours très simple d'être un étranger en Algérie. » Le Pr Afifa Bererhi, directeur du département de français à l'université d'Alger, qui nous a rejoints dans le bureau de Chantal Lefèvre lors de notre entretien, est agacée par ces histoires de passeport. « La nationalité, est-ce que c'est vraiment important ? demande la directrice de l'Imprimerie Mauguin. Pour moi, la question ne se pose pas. Avec ou sans passeport, je me considère comme Algérienne. » Né en février 1940 à Oran, une ville où il exerce son activité de comptable, Guy Bonifacio envisage les choses d'un autre point de vue. « Même si je n'ai jamais vécu en France très longtemps, je me considère davantage comme un Français résidant à l'étranger que comme un Algérien. Je descends d'une famille espagnole originaire de la région de Valence, mes grands-mères parlaient espagnol entre elles. Mais j'ai été francisé par l'école laïque et républicaine. »

Ce qui frappe, lorsqu'on interroge ces femmes et ces hommes d'origine européenne qui ont choisi l'Algérie après 1962, c'est la diversité de leurs itinéraires personnels et la variété de leurs traditions politiques, religieuses et familiales. Il y a naturellement des Français qui ont pris fait et cause pour les maquisards et qui sont devenus citoyens algériens sitôt l'indépendance advenue. Ainsi les Drs Pierre Chaulet et Jean-Paul Grangaud, des militants chrétiens devenus médecins, qui ont participé à l'édification du système de santé de la jeune nation algérienne. Parmi les pieds-noirs devenus algériens, on recense également un grand nombre de communistes. Mais tout ne s'est pas joué sur un plan politique. Sur les rives de la Méditerranée, les sentiments comptent au moins autant que les idées. Parmi les pieds-noirs restés en Algérie après 1962, il y a eu beaucoup de gens qui n'avaient pas d'engagement politique particulier et même des personnes qui ont cru jusqu'au bout à la cohabitation pacifique possible des deux com-

Le père Jean-Pierre Henry, prêtre du diocèse d'Alger, originaire d'Oran, est toujours profondément attaché à la terre où sont nés trois de ses grands-parents. Aujourd'hui, il se sent totalement algérien.



munautés, européenne et musulmane, dans le cadre de l'Algérie française.

« Moi, j'étais Algérie française avant l'indépendance. Mais après l'indépendance, j'ai cessé d'y penser. A quoi ça pouvait servir ? » confie le père Jean-Pierre Henry. Même vigueur dans l'affirmation de ses sentiments chez Germaine Ripoll. « J'étais Algérie française et je le dis encore à mes amis algériens. Mais je n'ai jamais touché le moindre cheveu d'un Arabe. J'ai même sauvé des vies. L'OAS est quelque chose qui m'a toujours répugnée. Mon divorce a d'ailleurs beaucoup à voir avec ça. Je trouvais mon mari trop proche d'eux. En 1962, il est parti en France et je suis restée ici. »

Des événements plus sanglants au cours de la décennie noire

Les pieds-noirs qui ont choisi l'Algérie indépendante sont d'autant plus difficiles à dénombrer que beaucoup d'entre eux ont vécu de manière sobre et tranquille dans les quartiers populaires d'Alger ou d'Oran, connus de leurs seuls voisins qui les protégeaient des dangers extérieurs. Des personnes âgées, souvent. Beaucoup d'entre elles ont disparu. « Les Français restés en Algérie furent en majorité des anonymes, des petites gens fondus dans la population, affirme Afifa Bererhi. Les Algériens leur ont toujours exprimé leur reconnaissance d'avoir partagé leur sort après 1962. »

Et la violence ? Lorsqu'on évoque les drames de l'été 1962, les règlements de comptes entre le FLN et l'OAS, les disparitions d'Européens, les pieds-noirs restés en Algérie la relativisent. Ils ont assisté à des événements plus sanglants au cours de la dé-

cenne noire. « Mais je n'ai jamais eu peur », jure Laurent Bounin dans son appartement avec cheminée en marbre, plafonds moulurés et splendides carreaux de faïence, de l'avenue Pasteur, à Alger. Les Viets ne m'ont pas eu en Indochine. Les fellagas ne m'ont pas tué. L'OAS ne m'a pas tué. Ce n'est pas les barbus qui allaient avoir ma peau ! »

Né à Lyon en 1929, engagé dans l'armée à 19 ans, Laurent Bounin est arrivé en Algérie en 1954 après avoir fait partie des derniers soldats évacués de Diên Biên Phu. Marié à une Algérienne en 1955, il a servi à l'état-major du général Challe, place Bugeaud, et choisi de rester en Algérie à l'issue de la guerre. « Je connaissais plus d'Algériens que de Français ! » Il témoigne lui aussi de l'absence de rancune concernant le passé du côté algérien. « C'est dans leur mentalité. A Alger, il y a eu des violences très ciblées du côté de Belcourt et de Bab el-Oued en juin-juillet 1962, puis le calme est revenu. » Tous ces témoins parlent avec leur sensibilité et leur cœur. On peut contester leur manque d'objectivité. A leur suite, on peut aussi interpréter les lendemains de l'indépendance comme un rendez-vous manqué, ainsi que le fait Germaine Ripoll, inimitable en son bagout méridional et en son bon sens populaire. « Lorsque des pieds-noirs viennent dans mon restaurant et me demandent : "Pourquoi êtes-vous restée ?" moi je réponds : "Pourquoi êtes-vous partis ?" Cette terre est aussi à nous. Nos grands-parents formaient un petit peuple de gens simples et travailleurs. Ils aimaient cette terre. Elle n'est pas pour nous un cadeau ou un privilège. Nous en avons notre part. »

■ SÉBASTIEN LAPAQUE